

Les origines de la Grande Guerre

– Mystère des Chiffres 13, 33 et 666 –

« Il serait temps que l'Histoire entrât dans la voie des aveux. »

(Victor Hugo)

Avertissement : L'Histoire est notre passé, l'historien notre mémoire. Cependant, force est de constater que l'historien regarde l'Histoire à travers les filtres de sa couleur politique, de ses croyances, de ses convictions, de ses sources, de sa formation et de ce qu'on l'incite à distiller. Nombre d'historiens ne peuvent, ou ne veulent avoir la neutralité exigée et l'Histoire contée dans nombre de manuels ou de livres devrait être entendue comme une histoire dont les causes sont voilées à dessein.

À ce titre, les rectifications qu'osa faire Jean Sévillia dans son ouvrage *Historiquement correct* étaient remarquablement ce propos.

Manipuler l'Histoire, c'est manipuler la mémoire de l'humanité, c'est s'assurer un pouvoir politique considérable.

Les origines de la Première Guerre Mondiale sont une démonstration éclatante de ce propos. Entre parti pris, vérités tronquées, intrigues et mensonges, il est difficile de proposer une peinture fidèle des tensions extrêmes qui secouèrent l'Europe avant 1914 et dont les conséquences furent cataclysmiques.

C'est néanmoins le but de ce court travail : en proposer une peinture avec le pinceau de la neutralité pour rafraîchir la mémoire du lecteur pressé du XXI^e siècle.

Sans cela, on ne comprend pas les interventions du surnaturel chrétien pendant la guerre.

Sans cela, on ne comprend pas l'intervention surnaturelle du Christ et les demandes de Claire Ferchaud adressées au Président Poincaré et aux généraux de consacrer la France au Sacré-Cœur de Jésus en 1917.

Sans cela, on ne comprend pas les interventions surnaturelles de la Vierge Marie à Fatima du 13 mai au 13 octobre 1917.

De nos lectures, et à notre connaissance, il nous a semblé que le travail de l'historien Henri Guillemin, né en 1903, apportait un éclairage juste sur cette période sombre de l'Histoire. C'est de ses recherches que nous suivons de très près et de nos vérifications que nous tentons de peindre l'atmosphère électrique, les intrigues, et les manipulations politiques qui agitaient le monde avant 1914 afin de mieux comprendre les apparitions surnaturelles de 1917 qui furent décisives pour arrêter le puissant engrenage de cette guerre infernale.

I Mensonges et traité de Versailles

Les historiens s'accordent à dire qu'un climat de tensions régnait avant 1914 mais, malheureusement, la neutralité n'est pas toujours respectée...

Commençons par l'Article 231 du traité de Versailles du 28 juin 1919 :

« Les Gouvernements alliés et associés déclarent, et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. »

Les gagnants content l'Histoire, les perdants la relatent... Et à cette époque, beaucoup en contaient et peu s'efforçaient de relater avec neutralité la spirale infernale qui avait projeté l'Europe dans un cataclysme sans précédent. Georges Demartial écrivait en 1931 dans *Le mythe des guerres de légitime défense* :

« Il sautait aux yeux qu'elle [la guerre] n'aurait pas eu lieu si la Serbie avait accepté la note de l'Autriche, ou si l'Autriche avait expurgé cette note comme le voulait la Russie, ou si la Russie n'était pas intervenue, ou si l'Allemagne avait abandonné l'Autriche, ou si la France avait abandonné la Russie, ou si l'Angleterre avait abandonné la France. Une seule défection l'eût empêchée. Mais tous sacrifièrent la paix à ce qu'ils considéraient leur droit ou leur intérêt. Aucun ne fut donc innocent. Et puisque la guerre faisait partie du droit international, s'ils furent tous responsables, aucun ne fut juridiquement coupable, aucun n'avait commis de "crime".

Il n'en résulte évidemment pas qu'ils avaient tous également raison ou tous également tort. Il fallait, comme pour toute guerre, apprécier les motifs pour lesquels chacun avait pris les armes. Celui-ci pouvait en avoir de meilleurs que celui-là. Mais aucun assurément ne pouvait prétendre "n'avoir pas voulu la guerre".

Cependant, à peine la guerre commencée, on vit les belligérants d'un des camps se draper précisément dans cette attitude d'innocence absolue, repousser avec horreur, comme un crime, l'idée qu'ils auraient pu délibérément avoir recours à la guerre, affirmer qu'ils n'avaient d'ailleurs aucune raison de se battre, mais y avaient été forcés par une agression soudaine de l'Allemagne, dont ils vouèrent le gouvernement et le peuple à l'exécration universelle. »

À peine la guerre commencée, l'écrivain et professeur de philosophie Émile Hinzelin dans ses trois volumes de *l'Histoire illustrée de la Guerre du Droit* achevés en 1921, préfacés par Paul Deschanel, de l'Académie française et Président de la Chambre des Députés, qui deviendrait Président de la République en 1920, écrivait ¹ :

« La République française qui n'aimait rien tant que la paix, puisque tout son espoir était dans son labeur, s'est vue forcée de tirer l'épée. »

« Elle décida de ne remettre l'épée au fourreau qu'après avoir assuré le triomphe de la justice et de l'humanité. »

« Combien de millions d'hommes, combien de nations un geste de l'empereur allemand Guillaume II et de François-Joseph, empereur d'Autriche, roi de Hongrie, a précipité dans le plus monstrueux conflits ! »

Drapé d'une absolue innocence, Paul Deschanel n'hésitait pas à écrire en préface :
« L'Allemagne combat, non pour son indépendance, non pour son honneur, mais

1. Je remercie Fabrice de m'avoir procuré ces précieux documents...

pour la domination. Il s'agit, pour elle, d'écraser l'Europe et de dépouiller les autres peuples. Ce n'est pas seulement une guerre d'ambition, c'est une guerre d'appétit. »
« *La France, elle, qui a tout fait pour éviter ce désastre, la France lutte pour la vie. Et, en luttant pour son existence, elle lutte pour la liberté du monde. »*

Léon Bourgeois, aussi, dans son fameux *Manuel Historique de Politique Étrangère*, déclarait : « *La guerre a été imposée à la France et à la Russie par l'Allemagne* ».

Et Ernest Lavisse, l'influent historien peu soucieux d'impartialité, s'adressant aux Allemands, concluait : « *Vous voilà devant vos juges, pour répondre du plus grand crime de l'Histoire. Vous allez mentir, car le mensonge vous est congénital, mais prenez garde, car mentir est difficile, quand on sait que ceux qui vous écoutent et vous regardent, savent que vous mentez* ».

Des générations d'enfants et d'étudiants ont été embrouillées et formatées par cette élite intellectuelle de la République (maçonnique), car les accusés étaient loin d'être les seuls à mentir. En effet, le Quai d'Orsay fit paraître un *Livre Jaune* en décembre 1914, compte-rendu complet des pièces diplomatiques échangées par les diverses chancelleries ayant abouti à la guerre afin de disculper les politiques français de l'époque et de justifier l'engagement des troupes françaises. Il contenait en particulier un faux : l'annonce que la mobilisation générale autrichienne avait bien précédé la mobilisation générale russe. Les politiques français eux aussi mentaient...

Publié en décembre 14, ce document eut peu d'influence sur le cours de la guerre, mais fut utilisé lors de l'élaboration du traité de Versailles pour prouver la responsabilité allemande dans son déclenchement, puisque l'Autriche-Hongrie n'avait pu agir sans l'assentiment de l'Allemagne.

Dix ans plus tard, la protestation contre l'Article 231 et l'affirmation de l'entière responsabilité de l'Allemagne fut un argument puissant de la propagande nazie, une propagande qui aboutirait à la montée du nazisme et à la Deuxième Guerre mondiale !

Cependant le Quai d'Orsay ne fut pas le seul à mentir et à se couvrir. Le gouvernement russe, aussi, publia un compte-rendu. Lorsque les Soviets prirent le pouvoir, ces archives furent publiées. Sur les 60 documents diplomatiques russes, 29 étaient supprimés et 19 falsifiés... On se rappelle qu'en 1917, l'armée russe se retira du conflit. La Russie impériale aussi avait menti et les Bolcheviks s'étaient désengagés.

Les documents français furent attentivement étudiés par Georges Demartial², un journaliste qui vécut à cette époque. L'homme fut radié de la Légion d'honneur après avoir osé étudier de près ce *Livre Jaune*. Ses conclusions rapportaient que ces documents étaient filtrés, censurés, au besoin inventés, en particulier le numéro 118 qui était un faux.

Si les Allemands avaient menti, les Russes et les Français mentaient aussi. Ils avaient

2. Né en 1861, mort en 1945.

menti pour se blanchir devant l'Histoire, pour se disculper devant les générations futures des quelque 20 millions de morts fauchés par la guerre, et justifier le chaos d'après guerre à une population endeillée, affaiblie, décimée par la grippe espagnole et par la famine.

II La guerre extérieure, une diversion puissante

La Première Guerre fut déclenchée par de machiavéliques intrigues politico-financières. Plus d'une fois dans l'Histoire, nous rappelle l'historien Henri Guillemin, une guerre extérieure fut perçue comme une diversion toute puissante face aux crises de l'intérieur. Les exemples ci-dessous sont criants :

Exemple 1 : Après 1789, la France était dans une grande agitation, la Terreur frappait à sa porte. L'assignat, monnaie fiduciaire émise par le Trésor en 1789 et créée pour faire face à la banqueroute, dont la valeur était gagée sur les biens nationaux par assignation des biens du clergé évalués entre deux et trois milliards de livres, se dépréciait rapidement. Fin 1791, les finances françaises étaient à nouveau face à la banqueroute.

Détourner l'attention du peuple vers une guerre extérieure afin d'occulter les problèmes socio-économiques intérieurs s'imposait de plus en plus. Le 14 décembre 1791, le ministre de la guerre Louis Marie de Narbonne assenait avec cynisme : « *la guerre est indispensable à nos finances, le sort des créanciers de l'État en dépend* ».

Propos relayés le 29 décembre 1791 par Jacques Pierre Brissot, chef de file des Girondins : « *la guerre est indispensable à nos finances et à la tranquillité intérieure* ».

Le 20 avril 1792, les révolutionnaires se battaient contre les Autrichiens et les Prussiens ; la bataille de Valmy commençait. La crise intérieure influença la politique extérieure de la Patrie révolutionnaire.

Exemple 2 : Le même exemple se produisit en 1848. La révolution de Février laissa la France dans une grande effervescence. Les journées de juin (du 23 au 26) contre la fermeture des ateliers nationaux, sorte d'A.N.P.E. de l'époque qui se révélait être aux yeux du pouvoir un prétendu gouffre financier, arrivaient à grand pas. Rappelons que la Deuxième République réprima dans le sang cette rébellion, intimida le prolétariat et lui ôta, au moyen de la mitraille, son goût inconsidéré pour les revendications. Il y eut entre 3000 et 5000 morts, 1500 fusillés sans jugement, 25000 arrestations, 11000 condamnations à la prison ou à la déportation en Algérie.

En mai 1848, une grande menace sociale planait donc sur la France et dans le *Correspondant* de mai 1848, le grand mensuel catholique³, on lisait ces propos explosifs : « *Parmi les moyens propre à dissoudre l'accumulation des prolétaires, que des promesses exaltent et à qui le travail répugne, beaucoup de personnes mettent au premier rang l'avantage que l'on aurait à déverser dans une guerre étrangère le trop-plein de*

3. À ce propos, on pourra lire l'important travail d'Henri Guillemin, *Histoire des Catholiques français au XIXe siècle* pour comprendre leur rôle souvent ambigu...

la population industrielle ».

Or à cette période, la Pologne faisait face à une insurrection. Les politiques français exigeaient une intervention militaire, mais Lamartine s'y opposa.

Odilon Barrot⁴, Président du Conseil des ministres français en 1848-1849 sous la présidence de Louis Napoléon Bonaparte, confia dans ses mémoires posthumes :

« *Lamartine priva la France de cette diversion toute puissante que la guerre aurait apporté au drame de l'intérieur* ».

Exemple 3 : Le 19 juillet 1870, ce fut encore une affaire de politique intérieure, comme nous l'avons déjà expliqué, qui poussa Napoléon III, manipulé par la franc-maçonnerie, à déclarer la guerre à la Prusse. Un plébiscite en mai 1870, avait mis l'Empire en minorité dans toutes les grandes villes, Paris compris. L'impératrice Eugénie se souciait du pouvoir de son fils, son mari déclinant fortement à cause de la maladie de la pierre. Le franc-maçon Emile Ollivier, chef du gouvernement, l'avait persuadée qu'une guerre extérieure était un moyen de redonner du lustre à l'Empire. On se rappelle que Bismark manœuvra très habilement et que l'Empereur Napoléon III fut humilié à Sedan dans une guerre éclair qui coûta à la France 5 milliards de francs et l'Alsace-Lorraine. Ce coup stratégique permit à la franc-maçonnerie de se débarrasser de l'Empire, du pape et d'installer sa République.

III Monarchie instable et République comme refuge de la fortune acquise !

La France, rappelons-le, fut républicaine à partir 1876. En effet, le 8 février 1871, après la capitulation de l'Empire de Napoléon III face aux Allemands, les élections législatives donnèrent une majorité écrasante aux monarchistes (62%). Sur les 638 députés, 396 étaient monarchistes, soit légitimistes (182), soit orléanistes (214). Ces gens étaient hostiles à la République. Le 24 mai 1873, Patrice de Mac Mahon qui s'était illustré dans la bataille de Magenta fut élu président de la République. Mac Mahon⁵ était royaliste et chrétien catholique. Le 24 juillet 1873, l'Assemblée nationale vota le site de Montmartre comme emplacement de la future basilique du Sacré-Cœur. Ce geste "diplomatique" fut rendu à la France en 1917, alors embourbée dans l'horreur de la guerre, quand Claire Ferchaud, poussée par le Christ, écrivit au Président Poincaré et aux généraux.

Mais le 30 janvier 1875, un renversement se produisit : les députés votèrent la République à une voix de majorité : 353 voix contre 352. Ce tour de force fut l'œuvre du franc-maçon Adolphe Thiers, ancien monarchiste, qui se rallia aux idées de la République le 13 novembre 1872.

Thiers soutenait à ses amis monarchistes qu'ils s'étaient trompés en s'imaginant que la monarchie fût le plus sûr rempart à l'essentiel (l'essentiel étant la fortune acquise et les moyens de la développer). En effet, précise l'historien Henri Guillemin, il suffisait que les sujets du roi se nommassent tout d'un coup citoyens, brandissant le

4. Né en 1791, décédé en 1873.

5. Né le 13 juin 1808.

mot liberté, pour que le roi fût renversé comme en 1789 sous Louis XVI ou en 1830 sous Charles X ou en 1848 sous Louis-Philippe et la monarchie de Juillet ou en 1870 sous Napoléon III. La monarchie était devenue trop instable !

N'ayez pas peur de la République, proclamait Thiers. Qu'est-ce que la République ? la démocratie. Qu'est-ce que la démocratie ? la volonté nationale qui décide. Qu'est-ce que la volonté nationale ? la majorité, qui peut être acquise d'une voix seule...

Regardez, disait Thiers, la dernière fois qu'on a consulté les paysans (80% des Français) le 23 avril 1848, il y avait une Chambre avec une énorme majorité de propriétaires, regardez maintenant la Chambre qui vient d'être élue le 8 février 1871, vous, monarchistes divisés, représentez la fortune acquise ; une fois que vous aurez la bénédiction de l'opinion publique, vous serez invulnérables.

Si des gens comme les communards se lèvent, vous les accuserez immédiatement d'attenter à la liberté !

La puissance de contrainte de la République, souligne Henri Guillemin, est infiniment plus grande que la puissance de contrainte de la Monarchie...

Cette puissance de contrainte, par la manipulation de l'opinion (aujourd'hui on a la pensée unique véhiculée par les médias, l'historiquement correct...) pour sauvegarder l'essentiel (l'essentiel étant la fortune acquise par les puissants et les moyens de la développer), en séduisit beaucoup. Suite à cette volte-face, un nouveau groupe se constitua à la Chambre : le centre-gauche composé d'affairistes ; avec Adolphe Thiers représentant les mines d'Anzin et Léon Say représentant l'affaire Rothschild. Ils étaient persuadés qu'ils se maintiendraient au pouvoir grâce aux paysans.

IV Désir de revanche face à l'humiliation prussienne

En France, suscitées par l'humiliation essuyée en 1870, les idées de revanche, incarnées par le général Boulanger, étaient dans toutes les têtes.

Le centre-gauche s'opposa à ce général qui devint ministre de la Guerre le 7 janvier 1886 et ébranla la Troisième République. Condisciple de Clemenceau, il prônait un discours belliqueux : « *Nous pouvons enfin renoncer à la triste politique défensive ; la France doit désormais suivre hautement la politique offensive* ».

Ces discours séduisirent les nationalistes, les bonapartistes et les royalistes, désireux de recouvrer l'Alsace et la Lorraine. Ils voyaient en lui le fer de lance de la revanche. Le ministre Boulanger accumula les provocations envers l'Allemagne (érection de baraquements dans la région de Belfort, interdiction d'exporter des chevaux, interdiction de la représentation de Lohengrin, etc.) qui l'amènèrent à convoquer plus de 70 000 réservistes au mois de février. Enfin, le 20 avril 1887, survint un important incident diplomatique entre la France et l'Allemagne : l'affaire Schnaebelé.

V L'affaire Schnaebelé

Schnaebelé était un informateur recruté par le Ministre Boulanger dans son réseau d'espionnage monté sans l'accord officiel de la Présidence. Il fut pris à la frontière.

Soutenu par Boulanger, le Président du conseil, René Goblet, franc-maçon du Grand Orient de France, imposa le 23 avril un ultimatum aux Allemands. Cependant, le Président franc-maçon Jules Grevy agit avec plus de finesse et Bismark dut relâcher le prisonnier. À la suite d'un remaniement ministériel, Boulanger fut écarté. Cette éviction choqua les nationalistes. Le mouvement boulangiste vit le jour. Le gouvernement Grevy chuta à la suite du scandale des décorations.

VI Le scandale du canal du Panama

Sadi Carnot lui succéda en 1887. L'énorme scandale du canal du Panama, révélé par Édouard Drumont dans son quotidien *La Libre Parole*, entacha sérieusement son mandat ainsi que nombre de parlementaires. Les monarchistes eurent alors des velléités de renverser la République; chose dont on les dissuada car la puissance de contrainte de la République se révélait infiniment plus grande que la puissance de contrainte de la Monarchie, (ceci se vérifia avec Waldeck-Rousseau, du centre-gauche, nommé président du Conseil le 22 juin 1899, à un moment stratégique de l'Affaire Dreyfus. Il déclara la République en péril!)

VII Chassé-croisé des orientations politiques

Comme on le perçoit, la Troisième République était politiquement extrêmement instable. À cette époque, il y eut un chassé-croisé des orientations politiques : Boulanger, politiquement de gauche, surnommé le Général Revanche, homme providentiel, fut récupéré par la droite, césarienne et monarchiste. Parce qu'il avait trahi ses idées républicaines, la gauche devint hostile au militarisme alors que la droite y était désormais favorable car cela devenait électoralement rentable...

VIII Racisme, colonialisme : la crise de Fachoda

À cette même période, le 28 juillet 1885, Jules Ferry, le véritable Falloux laïque, exaltait le colonialisme : « *les diplomates travaillent aux zones d'influence* » disait-il. Et « *si nous colonisons* », expliquait le franc-maçon Jules Ferry, « *c'est par le droit des races supérieures sur les races inférieures* »⁶. Ces races étant décrétées inférieures, on se devait d'être plus audacieux, plus gourmand. Fi des comptoirs, on se devait d'entrer dans ces pays incapables de se défendre pour en accaparer les richesses. La République française se jeta donc sur l'immense gâteau de l'Afrique noire avec l'Angleterre comme concurrent. Cette guerre d'appétit eut pour conséquence la crise de Fachoda au Soudan en 1898 entre la République française et la Grande-Bretagne. Mais le Soudan, avec ses mines de diamants, son caoutchouc..., était malheureusement sous autorité anglaise.

Les tensions entre l'Angleterre et la République française devenaient extrêmes. La France avait Djibouti (dès 1862) à l'est sur la Mer Rouge, et à l'ouest le Niger (dès

6. Jean de Viguier, *Les Deux Patries*, note 10 du chapitre 5 faisant référence au *Discours et opinions de Jules Ferry*, publié en 1884.

1897), le Sénégal (dès 1817), le Bénin (dès 1895)... Mais le Soudan manquait. Le Prince de Galles, Édouard VII, manœuvra habilement. À cette époque, l'industrie allemande, devenue très puissante, talonnait la puissance britannique. Ses exportations augmentèrent de 3 milliards de tonnes de 1897 à 1900, et l'immense port d'Hambourg représentait une concurrence trop dangereuse pour rester inactif.

IX Le piège d'Édouard VII : le Maroc

Édouard VII proposa au gouvernement français que l'Angleterre ne croquerait pas dans le gros gâteau marocain, ses gisements de phosphate, ses mines de fer, son coton, ses chemins de fer à construire... si les Français, d'aventure, s'en emparaient. Delcassé négocia alors avec les Anglais. Les lobbys industriels français se jetèrent sur le Maroc. La contre-partie de cet accord économique était une alliance militaire contre l'Allemagne. La manœuvre diplomatique était habile ; elle permettait de sortir de la crise. Or à cette époque, les Français avaient un traité d'amitié depuis 1891 avec la Russie, traité surtout financier via les emprunts russes. La prise en étau de la puissante Allemagne par l'Angleterre d'Édouard VII, la France et la Russie, commençait à se dessiner.

Le 8 avril 1904, fut signé le traité de l'*Entente cordiale* délimitant les zones d'influence respectives de chacun sur l'Afrique et sur le Monde. Le Royaume-Uni et la Russie signèrent un accord similaire le 31 août 1907, précisant leurs intérêts respectifs en Perse et en Afghanistan. La Triple-Entente naissait et la prise en étau de l'Allemagne devenait de plus en plus menaçante.

En fait, l'idée secrète d'Édouard VII était que l'Allemagne, puissance industrielle qui aussi voulait sa part du gâteau africain, intervînt au Maroc. Une telle intervention brouillerait encore plus les Français avec les Allemands, et entraverait leurs opérations financières comme celle de la grande ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad en 1901. L'Empire ottoman et sa richesse pétrolière étaient alors sous la tutelle des grandes banques françaises qui contrôlaient la banque impériale ottomane ainsi que sa dette publique. Le gouvernement allemand, pour des raisons sans doute plus stratégiques que diplomatiques, souhaitait s'immiscer dans une région jusque-là dominée par l'Angleterre et la République française. Et cela gênait.

Comme attendu, le 31 mars 1905, Guillaume II, revendiquant sa part, déclara à Tanger : « *J'espère qu'un Maroc libre, sous la souveraineté du Sultan, demeurera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations sur la base d'une égalité totale... Je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder les intérêts allemands au Maroc.* »

L'Allemagne déjà en possession du Togo et du Cameroun, voulait avoir sa part du gros gâteau marocain. À cet effet, l'Allemagne demanda la tenue d'une conférence internationale à Algésiras. Delcassé, poussé par Édouard VII, refusa. Mais la conférence eut tout de même lieu. L'Allemagne y obtint un droit de regard sur les affaires marocaines et les diplomates français obtinrent de cette conférence la perfidie suivante : la France était chargée de veiller à la tranquillité intérieure du Maroc !

Or le Sultan du Maroc, ayant besoin d'argent, dut emprunter une grosse somme. Pour en payer les intérêts, le Sultan augmenta les impôts et les tribus se soulevèrent. Les militaires français intervinrent donc pour ramener le calme ! Deux ans après, la présence militaire française s'installait au Maroc. Le tour était joué !

Jean Jaurès, non dupe de la situation, se révolta : « *Mon pays se déshonore !* »

X 1911 : la crise d'Agadir et le SMS Panther

L'Allemagne, inquiète de ses prétentions sur le Maroc, considéra cette occupation comme une violation des accords d'Algésiras et décida de réagir en envoyant un vaisseau allemand, le SMS Panther, qui stationna devant Agadir en 1911. Un accord fut trouvé avec le Président du Conseil Joseph Caillaux, depuis longtemps méfiant à l'égard de l'alliance russe, désireux de trouver un accord avec l'Allemagne. Lors des négociations, il écarta son ministre des Affaires étrangères, Justin de Selves, qu'il estimait incompétent et entouré de bavards ou de germanophobes. Caillaux octroya à l'Allemagne un grand territoire du Congo français jouxtant le Cameroun allemand, composé de forêts de caoutchouc. En échange, l'Allemagne reconnaissait à la France le protectorat et pratiquement la conquête de l'énorme territoire du Maroc (et de ses riches ressources...).

Les réactions fusèrent. Côté allemand, les pangermanistes dénoncèrent avec véhémence cet échange non équitable. Côté français, fin novembre 1911, Caillaux fut violemment accusé d'avoir bradé l'empire colonial français et humilié la France.

XI L'impôt sur le revenu

On profitait de cette occasion pour régler le compte de Caillaux qui s'était rendu coupable d'une chose inacceptable : il avait mis dans son programme l'impôt sur le revenu !! En 1871, l'Allemagne avait demandé 5 milliards de francs d'indemnité ; il fallait donc trouver des fonds. À cette époque, cet impôt paraissait pour les bourgeois français, dont la plupart étaient de la nuance catholique, quelque chose de monstrueux. Adolphe Thiers avait lancé au sujet de cet impôt⁷ : « *l'impôt sur le revenu, c'est l'inquisition ; c'est le secret des fortunes violées. Tant que je serai au pouvoir, je m'y opposerai* ».

En 1895, l'idée refit surface. Un jeune député de droite, Raymond Poincaré, avait fait cinq interventions contre Léon Bourgeois désireux d'instaurer une politique de solidarité. Poincaré déclarait que l'impôt sur le revenu était « *une odieuse pénétration dans les fortunes privées* ». Le gouvernement Bourgeois dura cinq mois⁸. Dix-huit ans plus tard, le 11 janvier 1912, Caillaux, devant la polémique, tomba et trois jours plus tard, le centre droit revanchard lança Poincaré, d'origine Lorraine, à la

7. En Grande-Bretagne, un impôt progressif sur les différents revenus de chaque contribuable fut adopté dès 1842, et en Allemagne dès 1893.

8. Gouvernement Bourgeois : du 1er novembre 1895 au 23 avril 1896 sous la présidence de Félix Faure.

présidence du Conseil sous le Président Fallières. Il serait élu président le 17 janvier 1913.

XII Grande instabilité politique. L'affaire Henriette Caillaux

Quatorze gouvernements se succédèrent de l'élection de Fallières en 1906 et de Poincaré en 1913 à l'attentat de Sarajevo, déclencheur de la Première Guerre. Le dernier gouvernement, celui de Viviani, prit ses fonctions le 13 juin 1914. La Troisième République fut au cœur d'une instabilité extrême qui orienta les choix stratégiques de la politique extérieure de l'époque.

Le 9 décembre 1913, le Président Poincaré fut contraint de prendre Gaston Doumergue, de gauche, comme Président du Conseil. Caillaux réapparut en tant que ministre des Finances. L'homme de l'impôt sur le revenu gênait. Pour abattre politiquement Caillaux, Gaston Calmette, directeur du Figaro, engagea une violente campagne de presse contre lui. Le directeur du Figaro fut assassiné par Henriette Caillaux le 16 mars 1914. Elle fut acquittée le 28 juillet 1914. Trois jours après, Jean Jaurès, homme de gauche qui exhortait à la paix, serait lui aussi assassiné ; lui aussi gênait...

XIII Grande instabilité politique en Russie

En Russie, la situation intérieure était très instable. Le 22 janvier 1905, *le Dimanche rouge*, eut lieu devant le Palais d'Hiver une marche pacifique à Saint-Pétersbourg, capitale de l'Empire russe. Le commandant, perdant le contrôle de la situation, outrepassa ses droits et ordonna de tirer sur une foule qui venait demander plus de libertés et des meilleures conditions de travail. La confiance entre le petit peuple et le Tsar fut brisée. Ce tragique accident entraîna la Révolution russe d'octobre 1905 et força le Tsar Nicolas II à adopter une monarchie constitutionnelle. Début 1906, il y eut même un semblant de commune : des barricades à Moscou furent élevées. La vie politique intérieure russe était très menaçante et Stolypine, qui deviendrait président du Conseil, alertait déjà le Tsar sur le risque imminent d'une révolution. Il fut assassiné en 1911.

Dès 1904, le ministre de l'intérieur, Plehve, avait lui-même suggéré au Tsar Nicolas II de faire une guerre avec la même intention qui mena Napoléon III à la guerre de 1870. Le trône était en péril, concluait-on ; l'attention du peuple devait être détournée par une guerre victorieuse. Seule une guerre redonnerait du lustre à l'Empire. À cette époque, le géant Russe avait un contentieux avec le tout petit Japon ; la proie était toute désignée. La victoire devait mettre fin aux tensions sociales intérieures menaçantes. Une guerre extérieure allait encore servir de puissante diversion à une crise intérieure.

Cette guerre commença le 8 février 1904 mais s'acheva par la défaite russe le 5 septembre 1905. La stratégie avait échoué ! Le péril social intérieur s'accrut d'autant plus. Si bien qu'en 1912, le Tsar, menacé, subissait d'énormes pressions : tiraillé

d'une part par sa famille et par l'énigmatique Raspoutine, médium aux capacités hors du commun, qui suppliait le Tsar de ne pas entrer en guerre, lui prophétisant qu'il perdrait tout, la vie y compris ; tiraillé d'autre part par le très influent parti de la guerre en Russie présidé par Izvolski, ancien ministre des Affaires étrangères, artisan de la Triple-Entente et ambassadeur à Paris à partir de 1910.

Considéré comme provocateur, Izvolski fut accusé d'avoir largement subventionné les journaux nationalistes français et soupçonné d'avoir manipulé Raoul Villain, l'assassin de Jean Jaurès. Cet homme voulait la guerre ; seul moyen, selon lui, de manipuler le peuple russe en détournant ses préoccupations vers un ennemi extérieur. À nouveau, la politique intérieure pesait sur les choix de politique extérieure. Izvolski et Poincaré s'appréciaient et se consultaient régulièrement. Lors des élections présidentielles de 1913, l'ambassadeur russe souhaitait même la victoire de Poincaré, car il représentait pour la Russie un allié précieux. Dès le début de la Première Guerre mondiale, Izvolski aurait lancé : « *c'est ma guerre* ».

XIV Grande instabilité politique en Allemagne

L'instabilité régnait aussi en Allemagne. Les œuvres des artistes comme Meidner⁹ ou Kandinsky¹⁰ montrent qu'il y avait de l'apocalypse dans l'air. Le 12 janvier 1912, les élections législatives allemandes permirent d'élire pour la 13^e fois les députés du Reichstag. Elles furent remportées par le Parti social-démocrate avec 35% de l'électorat allemand et 110 députés. Les idées marxistes exaltées par Rosa la rouge secouaient le pays. Cela inquiétait fortement Guillaume II. Le Zentrum, le parti du centre catholique, avait manifesté à plusieurs reprises sa crainte de voir un nombre toujours croissant de socialistes et d'ouvriers syndiqués. L'inquiétude sociale était donc considérable en Allemagne. En 1913, l'Autriche aussi était le théâtre de grandes manifestations pacifistes, ouvrières et révolutionnaires.

Des claquements de bottes résonnaient donc en Allemagne. Guillaume II, prudent et calculateur, était poussé par son fils Guillaume III, le Kronprinz. Homme extrêmement ambitieux, appuyé par le pangermanisme, il voulait la guerre. Le pangermanisme, très puissant et très écouté, était le parti de la guerre en réponse au panbritannisme et aux provocations de Joseph Chamberlain (le père), impérialiste et protectionniste anglais, qui assénait déjà à l'écrivain Kipling que l'homme anglo-saxon était appelé à l'hégémonie du monde. Rien que ça !

De telles déclarations froissaient les désirs hégémoniques allemands et agitaient les rivalités entre pangermanistes et panbritannistes. L'un des pangermanistes notoires était le comte von Moltke, chef du Grand État-Major général, neveu de Moltke l'Ancien, lui aussi chef du Grand État-Major général pendant la guerre victorieuse de 1870 contre Napoléon III.

Le travail d'exaltation à la guerre que fit Izvolski en Russie fut similaire à celui de

9. *Le soir d'avant guerre, 1914.*

10. *La nuit de la Toussaint, 1911.*

Molke en Allemagne !

XV Instabilité sociale en France et désir de revanche

En France aussi, il y avait un puissant parti de la guerre avec Poincaré et Millerand, Ministre de la Guerre¹¹. Millerand rétablit les retraites militaires en musique ; ces belles parades militaires qui avaient lieu le samedi soir. Il réincorpora le 6 janvier 1913, le colonel et graphologue Armand du Paty de Clam, horriblement compromis dans l'affaire Dreyfus, qui s'était vu remercier. Millerand le réincorpora, montrant aux soldats que l'affaire Dreyfus était finie, qu'on faisait table rase du passé devant le péril extérieur de plus en plus menaçant. La presse était alimentée par Poincaré et Millerand d'une part et par Izvolski, ambassadeur de Russie avec des fonds considérables provenant de Russie. Il fallait préparer les Français à la guerre...

Paul Bourget, académicien et essayiste catholique français, dans *L'Écho de Paris*, un très grand quotidien français plutôt conservateur et patriotique créé sous la Troisième République lançait : « *la guerre est sainte et régénératrice* ».

Dans le même *L'Écho de Paris*, Abel Bonnard, qui serait élu à l'Académie Française en 1932 et qui deviendrait Ministre de l'Éducation nationale en 1942, écrivait : « *c'est par la guerre que tout se refait, il faut savoir l'embrasser dans toute sa sauvage poésie.* »

Henri Massis, sous le pseudonyme d'Agathon, signait avec de Tarde, une enquête sur la jeunesse parisienne et écrivait : « *la guerre ! Un mot tout jeune, un mot tout neuf, que l'éternel instinct belliqueux a ranimé au cœur des Français.* »

Régénérer... toujours le même mot ! Régénérer à l'insu du peuple ! Leurs manœuvres préparaient l'opinion publique à la guerre ! Ignatief, attaché militaire russe à Paris, écrivait en décembre 1912 à son gouvernement : « *Millerand m'a dit : 'nous sommes prêts'* ». Le 12 septembre 1912, Izvolski craignait même que le Tsar fût trop passif : « *il n'y a plus d'inquiétude à avoir du côté de la France mais que nous, Russes, nous soyons trop passifs* ».

Poincaré, Président du Conseil, était allé en Russie le 9 août 1912. Aucun compte-rendu de cette visite n'eut pu être trouvé ; y compris en Russie. La Russie exhortait la Serbie à se développer afin que l'influence russe allât jusqu'à Constantinople. Les Russes s'assuraient que si le panslavisme provoquait une guerre dans les Balkans, où l'Autriche-Hongrie certainement interviendrait, la France serait avec eux. Un journaliste payé par Izvolski, Stéphane Lausanne, rédigea cinq articles dans *Le Matin* en janvier 1914 intitulés « *La plus grande France ; la plus grande Russie* » vantant le « *rouleau compresseur russe* » qui inonderait l'Allemagne de ses millions de soldats, sans mentionner l'inefficacité de cette armée face aux Japonais. La conclusion du dernier article était : « *quand on dispose d'une pareille puissance, on ne se laisse pas*

11. Il deviendra président de la République en 1920.

humilier comme la Russie le fait ». Izvolski tentait par tous les moyens de pousser le Tsar, trop timoré selon lui, à la guerre par le biais des journaux français !

En parallèle, les idées sociales en France progressaient nettement. En 1913, en France, le nombre des salariés était de 11 millions contre 8,5 millions de non-salariés. Du jamais-vu ! La C.G.T. approchait des 600 000 et les rapports des préfets sur les élections législatives attendues le 26 avril et le 10 mai 1914 étaient extrêmement alarmants. À chaque consultation électorale, les socialistes avançaient inexorablement. Ils étaient 50 en 1906, 63 en 1910, quelle serait la situation en 1914 ? S'ils dépassaient la centaine de députés, leur coalition avec les radicaux imposerait leur épouvantable impôt sur le revenu. Cette paysannerie, qui semblait être selon le mot du franc-maçon Ferry le roc de granit sur lequel reposait la République, cette république opportuniste et conservatrice, cette paysannerie se laissait tenter par les idées socialistes au point qu'avec terreur le journal *L'Echo de Paris* du 2 mai 1914 écrivait : « *le progrès du socialisme dans les campagnes est un fait lourd de sens, effrayant* ».

Agir devenait urgent. L'ambassadeur de Belgique, le baron Guillaume, écrivit à son gouvernement le 18 janvier 1914 : « *MM. Poincaré, Millerand et Delcassé constituent à l'heure actuelle le principal danger pour la paix du monde* ».

XVI L'assassinat de Sarajevo, l'Europe au bord de l'implosion

Le 28 juin 1914, l'Archiduc François-Ferdinand et sa femme étaient assassinés à Sarajevo. Drame qui, à cette époque dès 1912, avait été évoqué en France par le curé Ernest Jouin dans sa *Revue internationale des sociétés secrètes*. Il affirma que l'attentat de Sarajevo avait été fomenté par les loges maçonniques¹². Mais à cette époque, la rumeur soufflait du côté des Serbes, pro-russes. En effet, la date du 28 juillet se révéla très mal (bien) choisie ! Le 28 juillet 1389, le 15 dans le calendrier julien, la bataille du Kosovo fut perdue contre les Turcs. Les Serbes y virent là une provocation car cette défaite leur imposa le joug ottoman sur plusieurs siècles.

Malgré les accusations, la Serbie démentit et les services secrets autrichiens finirent par admettre que ni le gouvernement serbe ni les Russes n'avaient prémédité l'attentat. Les tensions étaient extrêmes entre l'Autriche et Serbie et le 19 juillet 1914, Poincaré se rendit de nouveau à Saint-Pétersbourg. En Russie, l'instabilité intérieure était à son comble. Une grève générale provoquait des tensions sociales si vives que le Tsar se vit dans l'impossibilité d'accueillir Poincaré au débarcadère. L'entretien

12. Pour ceux qui comprennent les intrications surnaturelles tissées par les Forces de divisions, indiquons que du 17 juin 1789 inclus, date où les États généraux devinrent Assemblée nationale, précipitant la France dans la Révolution française (maçonnique), un siècle après la demande refusée par Louis XIV de consacrer la France au Sacré-Cœur (17 juin 1689) au 28 juin 1914, date de l'assassinat de François-Ferdinand basculant l'Europe dans l'horreur de la Grande Guerre, entre ces deux dates s'écoulèrent 45666 jours ! Voir notre maillage arithmético-temporel à la fin de notre texte VII, *Sceau des nombres sur l'écoulement du Temps*, pour plus de détails.

entre les deux hommes se déroula à Tsarskoïe-Selo. À nouveau, aucun document de cet entretien ne put être retrouvé. Mais dès la Grande Guerre terminée, Maurice Paléologue, ambassadeur de France en Russie à Saint-Pétersbourg, eut l'imprudence d'écrire dans *la Revue des Deux Mondes* du 25 janvier 1921 : « *je me rappellerai toujours le coup de clairon que Poincaré a jeté aux oreilles du Tsar ce jour-là, l'enthousiasme des Grandes Duchesses Anastasia et Militza qui vinrent m'embrasser en disant : la guerre va éclater ; il ne restera rien de l'Autriche, vous reprendrez votre Alsace-Lorraine, nos armées se rejoindront à Berlin* ».

Le 24 juillet, le Tsar décréta une mobilisation partielle suite à l'ultimatum lancé le 23 à la Serbie par l'Autriche, elle-même poussée très certainement par Guillaume II, pris en étau par la Triple-Entente, craignant que la Russie ne s'avancât trop dans les Balkans et ne déstabilisât l'Empire Austro-Hongrois, son allié. Les Autrichiens planifiaient de réduire la Serbie à un protectorat. Les Serbes acceptèrent tous les points de l'ultimatum sauf un : la présence en uniforme de policiers autrichiens en permanence sur leur territoire. Aucun pays ne peut accepter cela. Le 26 juillet, les Britanniques tentèrent de jouer les médiateurs mais ils furent éconduits par Guillaume II. Le 28 juillet 1914, l'Autriche ouvrit le feu sur Belgrade et déclara la guerre à la Serbie.

XVII Le recul de Guillaume II

Cependant Guillaume II, sentant l'étau de la Triple-Entente se refermer sur lui, se rétracta et envoya six télégrammes.

Le chancelier Bethmann Hollweg, l'armée et les services diplomatiques, furieux contre ce revirement de l'Empereur, décidèrent de concert, avec Moltke, de falsifier et de retarder ses missives (tout comme Bismarck l'avait fait avec la dépêche d'Ems en 1870). Le Chancelier et le Ministère des affaires étrangères décidèrent en conséquence d'entraver, par des retards et des réécritures, l'action de l'Empereur quand celui-ci enjoignait l'Autriche à la modération.

Stratégiquement, cela leur semblait pertinent. En effet, l'Allemagne était prête en 1914, technologiquement et militairement, plus que la France et bien plus que la Russie. Il ne fallait surtout pas les laisser gagner du temps.

XVIII Mobilisation : la manœuvre de Poincaré

Le 30 juillet à 16h, la Russie déclara la mobilisation générale, et l'Autriche mobilisa le lendemain à 8h ; les Russes en premier, les Autrichiens en second. Et ceci contrairement à ce que le télégramme numéro 118, volontairement falsifié, affirmera plus tard.

Nous savons, précise l'historien Henri Guillemin, par les carnets d'Abel Ferry, neveu du maçon Jules Ferry, sous-secrétaire d'État à la Défense nationale, que les réunions du Conseil des ministres disaient de ne surtout pas retenir la Russie, que le moment d'attaquer était venu.

En tant que sous-secrétaire d'État à la Défense nationale, Abel Ferry reçut au Quai

d'Orsay Jean Jaurès venu implorer Viviani et le gouvernement français de ne pas entrer en guerre le 31 juillet 1914. Jaurès fut assassiné le jour-même.

Pendant ce temps, Poincaré, l'artisan de l'Union Sacrée censée gommer les instabilités intérieures, par une habile manœuvre diplomatique, déclara que la France, tellement amie de la paix, allait reculer de 10 kilomètres ses troupes de la frontière.

On le sait maintenant, cette déclaration était mensongère. Poincaré voulait imiter la stratégie de Bismark en 1870 : celle de laisser à l'autre l'initiative de déclarer la guerre. Le 2 août 1914, Le Général Joffre appuya cette manœuvre en écrivant :

« *Pour des raisons nationales d'ordre moral et pour des raisons impérieuses d'ordre diplomatique, il est indispensable de laisser aux Allemands l'entière responsabilité des hostilités...* »

Guillaume II, effrayé par la mobilisation russe et par la prise en étau de la Triple-Entente, pressé par son état-major, déclara la guerre à la France le 3 août 1914. Il y était contraint car seule une guerre décisive et éclair pouvait éviter à l'Allemagne de se battre simultanément sur deux fronts.

Les responsabilités sont donc cruellement partagées entre le parti de la guerre en Russie, celui du gouvernement français conduit par Poincaré et Millerand, et le parti pangermaniste. Cruellement partagées ! Le général Robillot à la date du **13** décembre 1914 aura même l'imprudance et l'impudence d'écrire dans un journal d'extrême droite *La Libre Parole* : « *au printemps, la situation était tragique*¹³, *la guerre seule pouvait nous sauver, la Providence s'est manifestée en imposant à l'enfant Guillaume l'idée de nous attaquer* ».

Le 3 juillet 1914, la loi de l'impôt sur le revenu, bien que votée, ne fut pas appliquée à cause de l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914 et de ses conséquences.

XIX Enlissement et surnaturel chrétien

Cette guerre, que tout le monde voulait, que tout le monde pensait éclair et décisive, on le sait, s'enlisa. Le Kaiser avait même lancé « *déjeuner à Paris, dîner à Saint-Pétersbourg !* ». Le plan très astucieux du général von Schlieffen fut mis en œuvre. La Belgique fut envahie et les Français reculèrent. La bataille de Mons commencée le 23 août 1914, en Belgique, fut l'objet de témoignages de soldats anglais, battant en retraite, ayant aperçu dans le ciel un ange blanc rayonnant, montant un cheval blanc et brandissant une épée de feu qui semblait retarder l'avance des troupes allemandes qui fondaient sur eux¹⁴. Les soldats reculaient. Le surnaturel chrétien veillait. Un bon mois après la déclaration de guerre, l'Allemagne s'engouffrait dans les terres de France. Mais le plan Schlieffen ne tint pas assez compte de l'énorme logistique à mettre en place lors d'une telle percée, ni des soldats allemands rompus par la fatigue. Exténués, ils furent stoppés par le général Joffre. La bataille de la Marne

13. il y avait 103 députés socialistes, l'impôt sur le revenu menaçait et pas moins de 9 gouvernements se succédèrent de 1910 à 1914.

14. Jay Winter et Blaine Baggett, *14-18, La Grande Guerre*.

commençait le 5 septembre 1914, **33** jours après la déclaration de guerre du 3 août. L'hécatombe commençait, 500 000 hommes y laissèrent la vie.

Les tranchées furent les seuls refuges des soldats enlisés dans la boue, pris dans les rafales de balles, les seuls abris contre le déluge de feu qui s'échappait des bouches d'une technologie qu'aucune guerre n'avait préparé. Les généraux utilisaient les techniques offensives du siècle d'avant devant des armes qui les dépassaient. L'horreur s'installait pour longtemps. À l'hiver irréel de 1914 où l'on vit soldats britanniques et allemands se retrouvant dans le no man's land durant la trêve officieuse de Noël 1914 succéda l'automne, puis le printemps, puis l'été, puis l'automne. Les hommes de part et d'autre étaient physiquement et nerveusement à bout. À nouveau l'hiver 1915, à nouveau l'impasse. Puis vint février 1916 et l'une des plus effroyables batailles qui n'ait jamais eu lieu commença : Verdun. Dix long mois d'enfer avec ses 300 000 morts, ses 770 000 blessés, ses corps déchiquetés par milliers et une quarantaine de millions d'obus tirés !

L'écrivain et prêtre Paul Dubrulle écrivait dans la fournaise de Verdun¹⁵ : « *j'ai imploré Dieu de mettre fin à ces indignités. Jamais je n'ai mis autant de cœur dans la prière* ».

L'armée française était exsangue. Elle avait perdu trois quarts de ses hommes. Les renforts anglais venaient les épauler. Vint alors la bataille de la Somme de juillet à novembre 1916. Deux millions d'hommes s'affrontèrent sur 50 kilomètres de front. Ce fut un massacre. Puis la bataille de Passchendaele, la troisième bataille d'Ypres, entre le 31 juillet et le 10 novembre 1917 ; une boucherie avec plus de 500 000 morts. La guerre, devenue mondiale, s'enlisait.

En Russie, la révolution de Février 1917 aboutit à l'abdication du Tsar Nicolas II. Le gouvernement provisoire, voulant continuer une guerre que le peuple russe ne voulait plus, fut chassé cédant la place à la révolution d'Octobre, à Lénine et aux Bolcheviks. Quelques mois tard, la Russie signait la paix avec l'Allemagne¹⁶. À la fin de l'année 1917, l'armée allemande était en position de force. Elle avait vaincu sur le front de l'Est et déjoué les tentatives alliées de la déloger de la France et de la Belgique. Cependant, la succession des massacres entraîna les mutineries de mai 1917 ; les soldats avaient atteint les limites de leurs forces physiques et psychiques. Ce fut dans ce contexte qu'un rayon de lumière céleste, un souffle d'espoir divin, vint effleurer la Terre. Les hommes qui, avant 1914, étaient aveuglés par la haine, sourds à tout autre mot que le langage belliqueux, criaient grâce et hurlaient leur envie d'en finir. Ce fut dans ce contexte que Claire Ferchaud fut envoyée par le Christ pour demander au président Poincaré de consacrer la France à son Sacré-Cœur. Ce fut dans ce contexte que la Vierge Marie intervint à Fatima au Portugal, du **13** mai au **13** octobre 1917, affirmant que la guerre finirait bientôt, chose qui à cette époque semblait impensable !! On le sait aujourd'hui, le Président Poincaré fit comme le Roi Louis XIV ; il refusa. À la lecture de ces lignes, on comprend mieux pourquoi. Lui qui avait voulu cette guerre avec Millerand se serait ridiculisé devant les politiques de son époque. Mais Claire Ferchaud réussit à convaincre le général Foch qui consacra les forces alliées au Sacré-Cœur au cours d'une cérémonie privée. Même fautive, la

15. Cité par Jay Winter et Blaine Baggett, 14-18, *La Grande Guerre*.

16. Traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918.

France, de part son histoire, reste la fille aînée de l'Église. Et c'est précisément cela que les loges maçonniques veulent briser...

Voilà donc ce surnaturel chrétien si décisif, si omniprésent, tellement discret que sa présence nous paraît incroyable ; voilà que ce surnaturel chrétien s'imposait avec fermeté ! Dans une lettre¹⁷ datée de mai 1900, Sainte Gemma Galgani révélait à son confesseur cette phrase que Jésus lui avait confiée :

« Je veux que tout cela s'accomplisse malgré la grande guerre que l'ennemi infernal prépare. »

Le Satan dont on refuse d'admettre l'existence, celui-là même qui avait, dans ses pourparlers, exigé un siècle et plus de pouvoirs aux âmes qui s'étaient données à lui¹⁸, ce Satan tirait depuis longtemps déjà les ficelles¹⁹. Les puissants de ce monde qui croyaient duper leurs homologues dans leurs intrigues politico-financières se faisaient duper sans même s'en apercevoir.

Dans son livre *Guillaume II d'Allemagne*, Christian Baechler, précise : « *En juillet 1940, après la victoire de la campagne de France, il [Guillaume II] donne une interprétation religieuse de la guerre, comme le combat entre le Bien et le Mal. Il écrit que Satan est l'instrument de Dieu pour punir ceux qui le rejettent et que l'arme principale de Satan, c'est l'internationalisme personnifié par les Juifs avec l'aide de sa franc-maçonnerie, qui attire à lui les peuples séparés de Dieu par le slogan de Liberté, Égalité, Fraternité* ». Et il ajoute : « ***L'Antéchrist d'aujourd'hui est – comme toujours depuis le Golgotha – Judas, la franc-maçonnerie, la juiverie mondiale et sa puissance d'or. Dieu leur a donné, depuis la paix honteuse de Versailles, vingt ans pour réfléchir, se recueillir et se convertir*** ».

L'analyse est presque juste... Satan n'est pas l'instrument de Dieu pour punir, mais le chef suprême des ennemis du Christ. Son action devient destructrice dès qu'on perd la protection du Christ, et c'est précisément cela dont nous a averti Notre-Dame-de-La-Salette le 19 septembre 1846 : à cause de la Révolution française fomentée par la franc-maçonnerie, à cause d'un clergé décadent, le bras de son Fils ne pouvait plus protéger. La France avait mené l'humanité à sa perte ; elle avait perdu la protection de Dieu !

Mais devant l'horreur de la situation et les nombreuses prières du peuple, Dieu s'est laissé toucher. Par Claire Ferchaud, Il proposa son aide. Par l'apparition de la Vierge à Fatima en 1917, le Ciel proposa de sortir l'humanité du conflit, en l'avertissant

17. *lettres ; Sainte Gemma Galgani*, page 686.

18. Rapporté par le Pape Léon XIII, le 13 octobre 1884.

19. Pour ceux qui comprennent les intrications surnaturelles tissées par les Forces de divisions, indiquons que du 17 juin 1789 inclus, date où les États généraux devinrent Assemblée nationale, précipitant la France dans la Révolution française (maçonnique), un siècle après la demande refusée par Louis XIV de consacrer la France au Sacré-Cœur (17 juin 1689) au 28 juin 1914, date de l'Assassinat de François-Ferdinand basculant l'Europe dans l'horreur de la Grande Guerre, entre ces deux dates s'écoulèrent 45666 jours ! Voir notre maillage arithmético-temporel à la fin de notre texte VII, *Sceau des nombres sur l'écoulement du Temps* pour plus de détails.

toutefois qu'un autre encore plus terrible l'attendrait, si elle ne prenait pas conscience de l'impasse morale et spirituelle dans laquelle elle s'était fourvoyée... Et cet autre conflit plus terrible encore pris corps avec l'incarnation dans la matière des soldats d'élite des Ténèbres, les Nazis, commandés par Hitler et provoquant l'holocauste juif : souffrance d'un peuple qui jadis fut élu, habilement manipulée aujourd'hui par la franc-maçonnerie et le Talmud pour supplanter la souffrance surnaturelle de Celui qu'ils ont crucifié sur la Croix...

XX Morts pour la Patrie ; les monarchies tombent

Ce travail est l'occasion de rendre hommage au frère aîné de mon grand-père paternel Georges, tombé pour la France pendant la Grande Guerre. Sa mère, terrassée par la nouvelle de sa mort, ne s'en remit jamais. Mon grand-père qui naquit après, bien que nommé Lucien, fut toujours appelé Georges. Quand ce fut à mon tour de naître, Georges fut mon deuxième prénom... et quarante après, ce fut à l'église Saint Georges... que je me réconciliai avec la messe !

Morts pour la Patrie, lit-on sur les monuments aux morts... Tombés pour cette Patrie révolutionnaire, pris dans un étau machiavélique forgé par les intrigues politico-économiques, la haine raciale, les appétits insatiables de conquêtes territoriales et les conspirations politiciennes, asphyxiés par une presse corrompue à la solde de la Patrie, enivrés de discours révolutionnaires et belliqueux, dupés par les politiques qu'ils avaient élus, ces hommes et ces femmes tombés pour la France, déchiquetés dans les tranchées, furent avant tout assassinés.

Assassinés ! C'était le prix à payer pour faire tomber les dernières monarchies en Europe afin de mettre en place des républiques, plus propices pour anesthésier le peuple et l'arracher du Christ²⁰. Un ennemi subsistait cependant : le communisme...

Dans *Les deux patries*²¹, l'historien Jean de Viguier cite une phrase de Clemenceau très révélatrice du plan maçonnique :

« Grâce à eux », disait Clemenceau à la Chambre le 11 novembre 1918 parlant des soldats, « la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'Humanité, sera toujours le soldat de l'idéal ».

En refusant de consacrer le Royaume de France au Sacré-Cœur, Louis XIV avait ouvert, sans même l'imaginer, la voie aux Ténèbres incarnée par la franc-maçonnerie et le Talmud dont le plan à long terme était de faire de la France, premier pays à prendre la religion chrétienne sous Clovis en 493 et fille aînée de l'Église depuis

20. Pour ceux qui comprennent les intrications surnaturelles tissées par les Forces de divisions, indiquons que du 17 juin 1789 inclus, date où les États généraux devinrent Assemblée nationale, précipitant la France dans la Révolution française (maçonnique), un siècle après la demande refusée par Louis XIV de consacrer la France au Sacré-Cœur (17 juin 1689) au 28 juin 1914, date de l'Assassinat de François-Ferdinand basculant l'Europe dans l'horreur de la Grande Guerre, entre ces deux dates s'écoulèrent 45666 jours ! Voir notre maillage arithmético-temporel à la fin de notre texte VII, *Sceau des nombres sur l'écoulement du Temps* pour plus de détails.

21. Page 202.

Charles Martel, un soldat non plus du Christ mais de l'humanité, non plus du Ciel mais de la Terre, non plus de la Vie mais de la Mort !

À dessein, la S.D.N., la Société des Nations, fut créée après le traité de Versailles le 10 janvier 1920. Le principal artisan était le président américain Wilson. La maçonnerie américaine était et reste le fer de lance du pouvoir. Washington, premier président des États-Unis en 1789, en faisait partie. Ci-après, le billet de 1 dollar à son effigie nous rappelle, sur l'avvers du billet, les symboles maçonniques bien connus.



À gauche, la pyramide²² avec ses **13** étages de pierres surplombés d'un œil qui symbolise, non pas l'omniscience du Dieu chrétien, mais celui supposé de leur démiurge, le Grand Architecte de l'Univers ; d'où leur déclaration ambiguë *"In God We Trust"* qui plonge le non initié dans la confusion.

À droite, l'Aigle avec **33** plumes sur chaque aile symbolise l'autorité suprême ; chaque plume symbolisant un grade de la franc-maçonnerie. La patte droite de l'Aigle enserme **13** rameaux d'olivier symbolisant la paix et sa patte gauche **13** flèches symbolisant la justice. Au centre, **13** bandes sur le blason représentent les **13** colonies de l'Empire britannique en Amérique du Nord qui donnèrent naissance aux États-Unis d'Amérique²³.

Les États-Unis proclamèrent leur indépendance le 4 juillet 1776. **Treize** ans après, la Révolution française ourdie par la franc-maçonnerie commençait²⁴. L'hexagramme au dessus de l'Aigle est composé de **13** étoiles en l'honneur de ces **13** colonies. Ce billet de banque en dit long sur la minutie et la symbolique déployées par la maçonnerie et les Illuminatis aux États-Unis. Ce sont eux qui fondèrent la Société des Nations.

22. N'avons-nous pas une pyramide au musée du Louvre avec le Président Macron, très proche de la Franc-maçonnerie, qui choisit spécialement cet emplacement pour son discours d'investiture le dimanche 7 mai 2017 ?

23. La Virginie, le Massachusetts, le New Hampshire, le Maryland, le Connecticut, le Rhode Island, le Delaware, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, le New Jersey, New York, la Pennsylvanie, la Géorgie.

24. Ces deux événements sont espacés de **13** ans et 10 jours, soit 4758 jours, nombre encore multiple de **13**... Notons que la société secrète des Illuminatis de Bavière fut fondée le 1er mai 1776 et comporte **13** grades. Du 1er mai inclus à l'indépendance des États-Unis, il s'écoula 65 jours, nombre encore multiple de **13**...

La S.D.N. fut remplacée par l'O.N.U. en 1945 avec comme objectif à long terme de créer un gouvernement mondial sous couvert d'humanisme. Le but nous est à nouveau dévoilé par le message de Notre-Dame à La Salette le 19 septembre 1846. Dix rois de l'Antéchrist doivent régner. À ces dix rois, il leur faut un trône digne de leur rang. C'est ce que l'O.N.U. et la franc-maçonnerie construisent avec méthode et détermination.

La royauté, à cause du sacre et des comptes que doit rendre le roi à Dieu, est le moindre mal des régimes politiques. La République est le régime de la manipulation intellectuelle ; elle contraint le peuple, bien plus qu'une royauté. Elle l'assèche, à son insu, de toute élévation spirituelle vers le Christ, alors que ceux qui nous gouvernent, pour la plupart franc-maçons, eux sont déistes²⁵ et se tournent dans le secret vers le Grand Architecte de l'Univers, un des nombreux avatars du Satan...

Table des matières

I	Mensonges et traité de Versailles	1
II	La guerre extérieure, une diversion puissante.	4
III	Monarchie instable et République comme refuge de la fortune acquise! . . .	5
IV	Désir de revanche face à l'humiliation prussienne	6
V	L'affaire Schnaebelé	6
VI	Le scandale du canal du Panama.	7
VII	Chassé-croisé des orientations politiques.	7
VIII	Racisme, colonialisme : la crise de Fachoda	7
IX	Le piège d'Édouard VII : le Maroc	8
X	1911 : la crise d'Agadir et le SMS Panther.	9
XI	L'impôt sur le revenu.	9
XII	Grande instabilité politique. L'affaire Henriette Caillaux.	10
XIII	Grande instabilité politique en Russie.	10
XIV	Grande instabilité politique en Allemagne	11
XV	Instabilité sociale en France et désir de revanche	12
XVI	L'assassinat de Sarajevo, l'Europe au bord de l'implosion	13
XVII	Le recul de Guillaume II	14
XVIII	Mobilisation : la manœuvre de Poincaré.	14
XIX	Enlèvement et surnaturel chrétien	15
XX	Morts pour la Patrie ; les monarchies tombent	18

²⁵. Lozac'hmeur, *Les origines occultistes de la franc-maçonnerie, Recherches sur une religion d'État*.